

Notre commerce avec l'Asie continue à croître, et nous y rencontrons fréquemment des conditions politiques différentes de celles dont nous jouissons au Canada. Nous respectons les traditions et les cultures consacrées par le temps, mais ne saurions pour autant détourner les yeux des violations des libertés fondamentales universellement reconnues. Notre gouvernement exprime donc ses préoccupations à cet égard à ses partenaires asiatiques, et va continuer à le faire.

Je dois souligner, cependant, que commerce et droits de la personne vont de pair. En fait, le commerce est lui-même un facteur propice au respect des droits de la personne. En effet, le commerce profite au Canada en créant des emplois, ce qui est une priorité du gouvernement, mais il favorise aussi les réformes économiques, sociales et, inévitablement, politiques dans des pays comme la Chine. Nous croyons qu'une Chine ouverte sur le monde ne peut qu'être bonne pour ses habitants, aux points de vue économique et politique, et faire avancer la cause du respect des droits de la personne.

Les gouvernements qui ouvrent leurs portes au commerce international sont plus sensibles aux opinions et aux réactions des autres. Une plus grande liberté économique encourage l'épanouissement de la liberté politique. Les contacts personnels, dans le commerce quotidien, peuvent être des instruments de changement. Notre gouvernement, par conséquent, encourage les entreprises canadiennes à développer leurs activités sur les marchés mondiaux. À notre avis, la communication est un meilleur catalyseur que l'isolement, et le résultat final est une Asie plus sûre, et un monde plus sûr.

Les réalités canadiennes ont aussi changé sous l'effet de nos relations avec l'Asie-Pacifique. Par exemple, l'Asie nous fournit maintenant plus de 50 p. 100 de nos immigrants. Cinq pour cent de notre population est d'origine asiatique. Le chinois est la troisième langue parlée au Canada, et 50 000 citoyens canadiens vivent à Hong Kong.

Le Parlement canadien compte plusieurs députés, dont je suis, qui sont nés en Asie.

Malgré le haut niveau de l'engagement canadien actuel dans l'Asie-Pacifique, le Livre blanc sur la défense, l'Examen de la politique étrangère effectué par le Parlement et la réponse de notre ministère à cet examen ont tous fait ressortir la nécessité d'intensifier la visibilité et l'activité canadiennes dans la région. Vous pourrez remarquer que la Marine prend cette recommandation très au sérieux, et est en train d'équilibrer sa présence sur les côtes de l'Atlantique et du Pacifique.

Un fructueux voyage effectué récemment par deux frégates canadiennes ultramodernes dans le Sud-Est asiatique et le